SUITE À L'ÉCLATEMENT DES CANALISATIONS DANS LES CITÉS

Skikda sur les traces de Venise !

Plusieurs mares dans les quartiers suite à l'éclatement des canalisations des eaux usées et d'eau potable, fréquentes coupures électriques, réseau routier dégradé, cités non aménagées et insalubres favorisant la prolifération des moustiques, des rats et des cafards… Ce ne sont pas là les ingrédients d'un film catastrophe, mais le décor planté dans la ville de Skikda en 2009.

Photos : DR

Si le problème des routes, partiellement pris en charge, ne figure plus dans les palabres quotidiens tellement les usagers s'y sont habitués, les autres agacent le citoyen. Le plus important d'entre eux, c'est l'éclatement des canalisations d'eau. Skikda serait les traces de Venise ! Il ne se passe pas un jour sans qu'une petite inondation soit signalée dans les cités, notamment celles de la zone basse, au sud de la ville.

En effet, la forte pression de l'eau lâchée pour alimenter les foyers a eu raison des canalisations. Ce sont là les explications avancées par un agent de l'équipe de prévention, chargé de l'inspection et de la détection des maladies à transmission hydrique. De l'eau potable coule à flots dans les quartiers. A défaut d'aires de jeux, les enfants ont trouvé un moyen naturel pour jouer ! Y en a qui trempent leurs pieds dans les petits étangs qui se sont formés au niveau des avaloirs non couverts, d'autres confectionnent des bateaux en papier pour participer aux courses lancés en la circonstance. Les équipes d'intervention de l'ADE, l'Algérienne des eaux, entreprise chargée de la gestion, l'exploitation et la distribution de l'eau, se déplacent difficilement pour réparer, ou tenter de le faire, les fuites. Les causes invoquées sont liées, selon les déclarations données par les agents rencontrés sur place, au déficit aux moyens humains et matériels. «L'entreprise ne dispose que d'un seul plombier, quand il tombe malade, on peine à lui trouver un remplaçant.» Les eaux usées ne sont pas en reste, elles se déversent à ciel ouvert en plusieurs endroits de la ville.

La surpopulation dans les cités en serait l'une des causes. Généralement, pour ne pas trop se casser la tête, on alimente les nouvelles constructions à partir des anciens réseaux déjà saturés. La politique d'extension urbaine est un néologisme pour les pouvoirs publics. Au même titre que l'ADE, l'ONA, l'Office national de l'assainissement, est confronté à la même difficulté. Le transfert des activités de la part de l'APC a été accompagné d'un détachement de personnel affilié à cette dernière.

«L'ONA a eu le personnel le moins qualifié de l'APC, les anciens n'ont pas voulu intégrer ses rangs. D'où la faiblesse du rendement des interventions. Outre cela, l'ONA intervient sur le territoire de la wilaya, alors qu'il est censé le faire sur celui de la commune», nous explique-t-on. Les regards sont obstrués du fait de l'amoncellement des déchets ménagers. Les citoyens y jettent tout. Les chaussées de la cité des Trères-Ayachi (la CIA) sont devenus des oueds, les travaux de réparation entamés à la cité des Oliviers en sont la cause. Des encombrements monstres sont à relever toute la journée, le quartier étant un pôle commercial par excellence.

«Dorénavant on aura recours aux barques pour y accéder», nous dira un conducteur habitué des lieux. Selon les statistiques du Bureau d'hygiène communal, couvrant le mois d'août, 94 fuites d'eau potable et 18 d'eaux usées ont été recensées par la commission pluridisciplinaire, composée des éléments de l'APC, la santé, le commerce et l'inspection vétérinaire.

«On n'a pas comptabilisé les petites fuites, ce sont seulement les grandes, les plus apparentes, qui ont été prises en considération. Le chiffre réel doit être plus important que celui annoncé», indique un agent de la commission. Le cas des caves est à mentionner également.

La prolifération des larves et des cafards en a découlé logiquement. A l'OPGI, on nous signale que cela va être pris en charge incessamment, mais quand et comment ? On ne le sait pas encore. «On va commencer par l'étanchéité des immeubles», nous assure un responsable au sein de l'office. Le mérite revient aux employés de l'Econeg, de Cleanski et des entreprises privées de nettoiement, qui font un travail titanesque pour rendre nos cités potables. Quelques minutes après leur passage, les jets de bouteilles en plastique et de déchets solides et liquides par-dessus les balcons recommencent. Dieu merci, on ne déplore aucun cas de MTH, la tolérance des Skikdis aux infections est un fait reconnu !

Que font les institutions de l'Etat pour remédier aux cas récurrents signalés ? Elles tiennent des séances de travail. Que font les citoyens ? Rien, ou presque, ils ne font que dénoncer cet état des lieux dans les cafés, devant les mosquées au sortir de la prière ou chez eux.

Les comités de quartiers et les associations brillent par leur absence. Les problèmes que vit Skikda exige la mobilisation de tout le monde. Skikda «Enouara» se fane à cause de l'immobilisme de ses enfants.

Zaïd Zoheïr

TLEMCEN

Un dernier regard vers l'école…

L'année scolaire 2009-2010 sera une année comme les autres, et d'ailleurs pourquoi la changer ? Les réformes de Benbouzid ont encore de beaux jours devant elles et on se félicite à chaque rentrée scolaire de leur performance.

Au niveau de chaque wilaya, la Direction de l'éducation annoncera que «la rentrée scolaire s'est faite dans de bonnes conditions et que tous les moyens ont été mis en place pour assurer une excellente année scolaire». Et pour parfaire le décor, on insistera sur le nombre de nouveaux inscrits en prenant soin de ne jamais communiquer le nombre des exclus, ceux qui seront livrés à la rue et dont la plupart grossiront les rangs des chômeurs ; des harraga quand ils ne verseront pas dans la délinquance. Combien sont-ils à faire leurs adieux à la scolarité ? Beaucoup de jeunes seront livrés à la rue sans aucune perspective d'avenir. Les raisons de ces départs massifs vers l'inconnu sont en premier lieu à imputer à un système éducatif qui a montré ses limites depuis au moins 20 ans.

Ces nouveaux exclus des blancs d'école ignorent bien sûr ce que signifient la valeur de la scolarité. Issus de milieux déshérités, ils ont eu du mal à s'accrocher à un cursus scolaire à la fois trop exigeant et inefficace. Agés entre 14 et 16 ans, des enfants comme Youssef, Hamid, Nour-Eddine, Mustapha et beaucoup d'autres ont déjà rejoint l'univers de leurs aînés, ils ne se font aucune illusion ; pour eux, l'enfance s'est arrêtée avec la fin de l'année scolaire. Ils ont décidé de passer à l'âge adulte en affrontant les affres de la misère. Chaque matin, ce trio victime du naufrage social se donne rendez-vous tôt le matin pour se diriger vers le marché de gros. Ils feront 6 km à pied pour offrir leurs petits muscles aux mandataires pour charger et décharger des camions qui se relayent dans l'enceinte du marché devenu le point de chute de cette main-d'œuvre à bon marché. Une fois cette tâche terminée, ils regagnent à nouveau l'entrée du marché couvert pour revendre les quelques fruits et légumes qu'ils ont récupérés.

Ce n'est qu'en fin d'après-midi qu'ils regagneront le domicile familial avec quelques dinars en poche. Fatigués, ils ne peuvent même pas se joindre à leurs copains de quartier pour partager avec eux les jeux les plus simples d'enfants. C'est ainsi que Hamid, Mustapha et Nour-Eddine ont passé leurs vacances.

En automne, lorsque leurs copains retrouveront les salles de classe, Mustapha et ses deux compagnons éprouveront quelques regrets car on regrette toujours l'école. Victimes de l'injustice sociale, privés de leur droit à l'enfance, ils feront partie de ce lot d'exclus que tout le monde oublie, on se rappellera leur existence au niveau de l'état civil dès qu'ils auront atteint l'âge de voter et de servir sous les drapeaux. Ils iront faire leur devoir à coup sûr envers la patrie, une patrie qui fera d'eux de véritables «desperados».

Et c'est toute la société entière qui paiera le prix de cette marginalisation. Et pourtant, il existe de réelles possibilités pour récupérer ces jeunes à condition de donner de véritables moyens pour une formation professionnelle de qualité, car celle-ci a aussi prouvé ses limites.

Ceci a été constaté à maintes reprises, la main- d'œuvre qualifiée fait défaut ; sinon comment expliquer la présence de plâtriers marocains dans les grands chantiers de l'Etat qui, il faut le souligner, font un travail remarquable. Certaines entreprises privées se chargent elles-mêmes de former les nouvelles recrues, on citera l'exemple du groupe Dennouni qui, depuis des années, a adopté cette stratégie qui s'est avérée concluante ; plus d'une centaine de personnes ont rejoint ce groupe qui, il faut le dire, a investi de gros moyens pour stabiliser ses compétences. De réforme en réforme, on a massacré le système éducatif : sinon comment expliquer la disparition des ex-CET (collège d'enseignement technique) ? Ces institutions de l'époque ont fourni au pays de véritables compétences dans les années 1970. Aujourd'hui, se pose avec acuité le problème de l'orientation scolaire.

A la prochaine rentrée scolaire, on nous avancera des chiffres de nouveaux inscrits mais on ne nous dira jamais combien d'enfants ont déserté les bancs de l'école.

M. Zenasni